

Unité Interdépartementale 25-70-90  
5 Voie Gisèle Halimi  
BP 31269  
25000 BESANÇON

BESANÇON, le 06 septembre 2022

**Rapport de l'Inspection des installations classées**  
Visite d'inspection du 26/04/2022

**Contexte et constats**

Publié sur 

**FCI (Besançon)**  
2, rue Lafayette  
BP 2009  
25000 BESANCON

Références : UID257090/SPR/GV/CN 2022 – 0906B  
Code AIOT : 0005900124

**1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/04/2022 dans l'établissement FCI (Besançon) implanté 2, rue Lafayette BP 2009 25000 BESANCON. L'inspection a été annoncée le 07/04/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette inspection s'inscrit dans le cadre de l'action nationale sur le risque incendie dans les ateliers de traitement de surface

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- FCI (Besançon)
- 2, rue Lafayette BP 2009 25000 BESANCON
- Code AIOT : 0005900124
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

La société FCI réalise des activités de conception et fabrication des connecteurs et des systèmes d'interconnexion dans les domaines de l'automobile, l'électronique industrielle et grand public, et la micro-connectique.

Les connecteurs sont entièrement conçus et fabriqués sur le site de Besançon. Pour cela, l'activité est composée des quatre principales étapes : Découpage / Galvanoplastie / Moulage / Assemblage

Concernant la situation administrative:

- l'arrêté préfectoral (AP) d'autorisation du 21 juillet 1986 est toujours en vigueur et est considéré depuis le 1er mars 2017, conformément à l'article 15 de l'ordonnance n°2017-80 du 26 janvier 2017

relative à l'autorisation environnementale, comme une autorisation environnementale relevant du chapitre unique du titre VIII du livre Ier de ce code, avec les autorisations, enregistrements, déclarations, absences d'opposition, approbations et agréments énumérés par le I de l'article L. 181-2 du même code que le projet ainsi autorisé a le cas échéant nécessités ; les dispositions de ce chapitre lui sont dès lors applicables, notamment lorsque ces autorisations sont contrôlées, modifiées, abrogées, retirées, renouvelées, transférées, contestées ou lorsque le projet autorisé est définitivement arrêté et nécessite une remise en état,

- même si, au regard des éléments dont l'inspection dispose (demande de bénéfice des droits acquis du 1er juin 2016 et classement indiqué dans le rapport d'inspection du 13 janvier 2021), les installations ayant le régime ICPE le plus élevé sur le site sont, du fait de leur fonctionnement au bénéfice des droits acquis conformément à l'article L. 513-1 du code de l'environnement (CE), les installations de traitement de surface relevant du régime de l'ENREGISTREMENT sous les sous-rubriques 2565-1 et 2565-2, la procédure d'autorisation est toujours applicable.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- situation administrative
- prévention du risque d'incendie ;
- prévention de la pollution des sols et des sous-sols.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra

être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Situation administrative	Code de l'environnement du 02/12/2021, article R. 511-9 Annexe	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Recensement des parties à Risques	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 10	/	Sans objet
3	Désenfumage – présence de DEFNC	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 13 Alinéas 1, 2 phrase 2 et dernier	/	Sans objet
6	Installations électriques – conception, entretien et vérification	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 17 alinéa 1	/	Sans objet
7	Installations électriques – installations de chauffage	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 17 alinéa 4	/	Sans objet
8	Installations électriques – chauffage des bains	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 54 alinéa 3, 2 dernières phrases	/	Sans objet
9	Moyens de lutte incendie – extincteurs	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 14 point b	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
10	Moyens de lutte incendie – points d'eau incendie	Arrêté Préfectoral du 21/07/1986, article 7.3	/	Sans objet
11	Moyens de lutte incendie – entretien - vérification	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 14 point e dernière phrase	/	Sans objet
12	Confinement des eaux incendie – dimensionnement	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20-III alinéa 1	/	Sans objet
15	Etat des stocks des produits dangereux	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 8 alinéas 1 et 2	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au regard des évolutions de la nomenclature intervenues postérieurement à la précédente inspection de 2020 [création de la rubrique 1978 et des précisions apportées concernant des évolutions précédentes de libellés de rubriques (4000, 2565, 1510)], et afin de disposer d'une situation administrative à jour, l'exploitant doit repositionner ses activités et installations au regard des libellés en vigueur de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

L'exploitant dispose de moyens de lutte contre l'incendie, pour lesquels il est demandé à l'exploitant, du fait de l'ancienneté de la demande d'autorisation d'exploiter, de justifier qu'ils sont suffisants au regard du guide technique D9.

De même, l'arrêté préfectoral de 1986 ne précisant pas le volume de confinement des eaux d'extinction d'incendie nécessaire pour ce site, il apparaît nécessaire que l'exploitant garantisse la suffisance de son volume sur la base du document technique D9A.

Enfin, il est demandé à l'exploitant de préciser si la zone utilisée pour le confinement des eaux en cas d'incendie de l'ateliers de traitement de surface peut également être utilisée en cas d'incendie d'un autre atelier du bâtiment (atelier de stockage, local d'assemblage, local d'injection).

### 2-4) Fiches de constats

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 02/12/2021, article R. 511-9 Annexe
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Positionnement activité exercée
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Extraits de la nomenclature des installations classées relatifs aux rubriques indiquées par l'exploitant dans sa demande de bénéfice des droits acquis du 1er juin 2016 (suite à la création des rubriques 4000 par décret n°2014-285 du 3 mars 2014) et dans le rapport de la précédente inspection en tenant notamment compte :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- des évolutions de nomenclature introduites après le dernier rapport de la précédente inspection,</li> <li>- de création de la rubrique 1978 par décret n° 2019-1096 du 28 octobre 2019.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b> Dans le prolongement du rapport d'inspection établi à la suite de l'inspection effectuée le 3 décembre 2020, il est acté le démantèlement effectif des transformateurs au PCB (justificatif de leur élimination dans la filière adaptée transmis à l'inspection le 3 janvier 2011) et des tours aéroréfrigérantes, qui ne sont plus sur le site.</p> <p><b>Au regard des évolutions de la nomenclature intervenues postérieurement à la précédente inspection [création de la rubrique 1978 et des précisions apportées concernant des évolutions précédentes de libellés de rubriques (4000, 2565, 1510)], il est demandé à l'exploitant de positionner ses installations et activités au regard :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- de la rubrique 1978 (a priori, activité du site en dessous des seuils de déclaration);</li> <li>- des sous-rubriques 2565-1 et 2565-2 en prenant en compte le fait que les bains d'auro et d'auricyanures (cyanures complexés) doivent être classées sous la sous-rubrique 2565-2.</li> <li>- du libellé en vigueur des rubriques 1510, 1530, 1532, 2662, 2663, au regard des stockages couverts présents sur le site [ les notions d'Installation Pourvue d'une toiture Dédiée au stockage (IPD) et de groupe d'IPD induite par le nouveau libellé de la rubrique 1510 ainsi que les modalités de classement au regard de ces rubriques de stockage de matières combustibles sont précisés dans la fiche I.2 de classement du guide d'application de la rubrique 1510 (version 2 de septembre 2021);</li> <li>- des rubriques 4000 avec leur libellé en vigueur : il est précisé que le document transmis en septembre 2020 doit être mis à jour en intégrant en particulier le fait que les capacités maximales susceptibles d'être présentes doivent prendre en compte les quantités des produits d'entrée, les quantités des bains concernés et des déchets concernés (les guides disponibles sous le lien <a href="https://aida.ineris.fr/liste_documents/1/30287/0">https://aida.ineris.fr/liste_documents/1/30287/0</a> peuvent être utilisés). Les substances et mélanges dangereux présents sur le site et décrits dans le dossier du 1er juin 2016 doivent être repositionnés par rapport au libellé en vigueur des rubriques 4000 et en tenant compte de la précision apportée ci-dessus. De plus, l'exploitant précisera si des évolutions sont intervenues au niveau des quantités présentes sur site entre juin 2014 et actuellement;</li> <li>- des règles de cumul SEVESO en vérifiant pour vos installations la règle du cumul seuil bas et la règle du cumul seuil haut mentionnées au II de l'article R. 511-11 du code de l'environnement (classement potentiel sous la rubrique 4001).</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Recensement des parties à Risques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 10
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Locaux à risques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, des procédés ou des activités réalisés, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Les parties de l'installation concernées par l'emploi ou le stockage de substances ou mélanges inflammables ou à mention de danger H300, H301, H310, H311, H330, H331, H370 ou H372 tels que définis à l'article 2 sont systématiquement à considérer dans ce recensement. L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant les différentes zones de danger correspondant à ces risques. L'exploitant tient également à la disposition de l'inspection des installations classées un plan tenu à jour de l'ensemble des cuves de l'installation précisant pour chacune d'elle ses caractéristiques techniques et chimiques (volume maximum, pH, nom, utilité, concentration, composition, etc.).</p> <p><b>Constats :</b> L'exploitant indique que le recensement a été réalisé en lien avec la création du POI de l'établissement. Ce recensement a été réalisé :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- au niveau général de l'établissement pour les risques suivants : foudre, effondrement de toiture en cas de neige, explosion, transport de matières dangereuses, malveillance, chute d'aéronefs (pris en compte du fait que le site est sous une ligne de passage de l'hélicoptère du CHU), inondation et mouvement de terrain,</li> <li>- atelier par atelier pour ce qui concerne en particulier les risques incendie, déversement de produits chimiques, électriques.</li> </ul> <p>Sur la base de ce recensement, un plan ETARE a été mis en place avec le SDIS, dont la dernière mise à jour date de 2016.</p> <p>Pour ce qui concerne le plan des cuves, la société dispose d'un plan de l'atelier de traitement de surface avec une numérotation de chacune des cuves exploitées tenant compte de la ligne concernée et de l'emplacement de la cuve au sein de cette ligne (les 12 lignes sont référencées A,B, C, D, E, F, G, H, J, K, L et S).</p> <p>Sur la base des références d'une cuve répertoriée sur le plan, l'exploitant peut obtenir l'ensemble des caractéristiques du bain contenu dans cette cuve au travers du logiciel de suivi des bains QUARKS Chimie qu'il utilise sur ce site.</p> <p>Dans l'atelier de traitement de surface, les bains sont étiquetés avec les pictogrammes fléchés par l'INRS. En particulier chaque étiquette comporte un triangle pointe en bas dont la couleur correspond à un groupe de produits. Les couleurs associées aux groupes présents sur le site sont le rouge pour les acides, le bleu pour les bases et le vert pour les cyanures.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Désenfumage – présence de DEFNC

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 13 Alinéas 1, 2 phrase 2 et dernier
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositions constructives
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les locaux à risque définis à l'article 10 sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie.</p> <p>Leur surface utile d'ouverture n'est pas inférieure à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 2 % si la superficie à désenfumer est inférieure à 1 600 m<sup>2</sup> ;</li> <li>- à déterminer selon la nature des risques si la superficie à désenfumer est supérieure à 1 600 m<sup>2</sup> sans pouvoir être inférieure à 2 % de la superficie des locaux.</li> </ul> <p>Les dispositifs d'ouverture automatique des exutoires, lorsqu'ils existent, sont réglés de telle façon que l'ouverture des organes de désenfumage ne puisse se produire avant le déclenchement de l'extinction automatique, si l'installation en est équipée.</p> <p><b>Constats :</b> Cette disposition constructive n'est pas applicable à l'installation de FCI car :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la prescription n'est pas imposée par l'arrêté préfectoral de 1986 autorisant et réglementant l'installation,</li> <li>- elle n'est pas imposée par la version initiale de l'arrêté ministériel du 30 janvier 2006 relatif aux installations de traitement de surfaces soumises à Autorisation sous la rubrique 2565, qui étaient applicables à l'atelier de galvanoplastie de FCI avant son passage sous le régime de l'Enregistrement,</li> <li>- l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 relatif aux prescriptions générales relevant du régime de l'Enregistrement n'impose pas cette prescription aux installations existantes bénéficiant, au moment de son entrée en vigueur, d'un fonctionnement aux bénéfices des droits acquis (CF. article L. 513-1 du code), tel que c'est le cas de l'atelier de galvanoplastie de FCI.</li> </ul> <p>L'atelier de galvanoplastie est cependant équipé de 8 skydome. De plus chaque mixroom est également équipé d'1 skydome.</p> <p>La surface de l'atelier de galvanoplastie est de 1523 m<sup>2</sup> et les 8 skydome présents ont une surface utile cumulée d'ouverture représentant 2,31 % de la surface de l'atelier, étant précisé que pour les installations nouvelles la surface utile cumulée minimale est de 2 %.</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué que tout le bâtiment de production ainsi que les zones de stockages sont sprinklées. Ce dispositif n'est actuellement pas imposé à l'exploitant par la réglementation ICPE.</p> <p>Même si la prescription de l'article 13 de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 n'est pas directement applicable à l'atelier de traitement de surface (installation existante), il apparaît judicieux que l'exploitant indique au SDIS 25 si les skydome du site sont équipés de dispositifs d'ouverture automatique.</p> <p>Si tel est le cas, ces dispositifs d'ouverture automatique doivent impérativement être réglés de telle façon que l'ouverture des organes de désenfumage ne puisse se produire avant le déclenchement de l'extinction automatique.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 6 : Installations électriques – conception, entretien et vérification

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 17 alinéa 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées</p> <p><b>Constats :</b> La vérification annuelle "code du travail" des installations électriques est réalisée par le bureau de contrôle DEKRA. L'exploitant précise qu'au regard des remarques établies à la suite de l'intervention de DEKRA, il a entrepris des démarches de consultations pour faire intervenir sur site en septembre 2022 son prestataire habituel ou un intérimaire pour effectuer la mise à jour de l'ensemble des schémas électriques non à jour actuellement. Il précise qu'il a également d'ores et déjà engagé un plan d'actions visant à faire réaliser une refonte à neuf des armoires électriques les plus vétustes au cours de la semaine 52 de chaque année (seule semaine de fermeture complète du site hors maintenance). Il précise qu'en 2022, il est programmé la remise à neuf de 3 armoires et de 4 armoires en 2023.</p> <p>La dernière vérification annuelle par thermographie infrarouge date du 9 novembre 2021. Dans son rapport, le bureau de contrôle mentionne, pour l'atelier de galvanoplastie, 3 anomalies d'échauffement de priorité 2 (nécessitant une action sous deux mois à compter de réception du rapport). Les corrections nécessaires ont été effectuées par du personnel de la société FCI. L'exploitant a également vérifié l'efficacité de ses actions par un contrôle par thermographie infrarouge avec du matériel de la société.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 7 : Installations électriques – installations de chauffage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 17 alinéa 4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Le chauffage de l'installation et de ses annexes ne peut être réalisé que par eau chaude, vapeur produite par un générateur thermique ou autre système présentant un degré de sécurité équivalent.</p> <p><b>Constats :</b> L'atelier de galvanoplastie est chauffé au moyen d'une centrale de traitement d'air.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**N° 8 : Installations électriques – chauffage des bains**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 54 alinéa 3, 2 dernières phrases
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Les systèmes de chauffage des cuves sont équipés de dispositifs de sécurité qui permettent de détecter le manque de liquide et d'asservir l'arrêt du chauffage. Ces dispositifs sont régulièrement contrôlés et systématiquement après tout arrêt prolongé d'activité.</p> <p><b>Constats :</b> L'exploitant indique que la gestion des niveaux bas et haut à l'intérieur des bains de l'atelier de traitement de surface est automatisée.  Il indique que deux systèmes de détection de niveau bas indépendants sont mis en place au niveau de chaque cuve :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- un premier nommé "niveau bas" permet de détecter le manque de liquide dans la cuve par rapport à une première cote de niveau bas qu'il a fixée. Si le niveau dans la cuve est inférieur à ce niveau bas, une alarme avec renvoi d'alarme sur le portable des personnels formés se déclenche et le chauffage du bain est arrêté ;</li> <li>- un second nommé "sécuricuve" permet de détecter le manque de liquide dans la cuve par rapport à une cote de niveau bas fixée un peu plus basse que celle fixée pour "niveau bas". Le chauffage du bain est également asservi à ce second, qui prend donc le relais en cas de dysfonctionnement du système de détection "niveau bas".</li> </ul> <p>Il précise que le fonctionnement des résistances de chauffe de chaque cuve est également asservi à un autre système de sécurité appelé "sécurichauffe" basé sur une mesure de températures du bain. La chauffe du bain se coupe dans le cas où, alors même que le niveau du bain est conforme, le bain monte en température au delà de 76 °C (ce dispositif permet d'éviter notamment la dégradation des composés du bains).</p> <p>À propos des contrôles réguliers prescrits, l'exploitant indique qu'il dispose de la "gamme de maintenance" spécifique n° GAL -3014 nommée "maintenance des niveaux et rempotage" pour en particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- gérer la maintenance des détecteurs de niveau et des systèmes de rempotages,</li> <li>- vérifier les "sécuricuve",</li> <li>- vérifier que les différents niveaux bas coupent les chauffages associés.</li> </ul> <p>La fréquence fixée est semestrielle.  Parmi les actions à mener dans le cadre de cette gamme de maintenance est prévu avec la mention IMPORTANT que "dans le cas d'un bain chauffé, vérifier que le chauffage est coupé par le niveau bas et le SECURICUVE."</p> <p>Le test effectué au niveau de la cuve du bain 7.2.5 de la ligne E/F le jour de l'inspection ne montre pas de dysfonctionnement.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 9 : Moyens de lutte incendie – extincteurs

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 14 point b
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : [...] b) D'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.
<b>Constats :</b> L'installation dispose d'un certificat N4. La mise aux normes des plans précisant l'emplacement des extincteurs par atelier, demandée lors de la vérification annuelle de 2021 est en cours. L'exploitant a passé commande des 30 plans nécessaires à SICLI, qui, à la date de l'inspection, en a d'ores et déjà transmis 10 à l'exploitant.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 10 : Moyens de lutte incendie – points d'eau incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/07/1986, article 7.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Un réseau d'eau suffisant doit permettre l'alimentation d'un nombre de robinets, poteaux normalisés, sprinklers en rapport avec l'importance et les risques présentés par l'installation. Dans la zone de l'atelier de traitement de surface en raison de l'incompatibilité d'un réseau de sprinklers avec l'activité pratiquée, des détecteurs de fumées et de chaleur seront mis en place et déclencheront une alarme en cas de sinistre.
<b>Constats :</b> l'exploitant indique que, contrairement à ce que mentionne la prescription, tous les ateliers (y compris celui de traitement de surface) sont munis d'un réseau de sprinklers à déclenchement automatique depuis 2005.  Pour ce qui concerne les poteaux incendie, l'exploitant indique que 4 sont présents sur le réseau public à proximité du site. Lors de la création du bâtiment de 220 m <sup>2</sup> dédié aux stockages des produits chimiques le dossier de porter à connaissance de cette modification de mars 2013 avait précisé le volume d'eau nécessaire pour l'extinction de ce local à 60 m <sup>3</sup> /h en se référant au guide technique D9.  Pour le reste du site, la justification du fait que les 4 poteaux présents suffisent à couvrir l'importance et les risques présentés par l'installation n'est pas effectuée au regard du guide pratique D9 en vigueur.  <b>Au regard de l'ancienneté du dossier ayant conduit à l'autorisation de 1986, il apparaît nécessaire que l'exploitant justifie, sous deux mois, en se référant au guide technique D9 que la présence de ces 4 poteaux d'incendie garantit le volume d'eau d'extinction d'incendie nécessaire pour ce site.</b>
<b>Observations :</b> Il est rappelé à l'exploitant que les dispositifs d'ouverture automatique des exutoires doivent être réglés de telle façon que l'ouverture des organes de désenfumage ne puisse se produire avant le déclenchement de l'extinction automatique.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

N° 11 : Moyens de lutte incendie – entretien - vérification

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 14 point e dernière phrase
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.
<b>Constats :</b> La vérification des extincteurs et des RIA est effectuée annuellement par SICLI. De plus, l'exploitant a mis en place une gamme de maintenance n° GA 1030 pour notamment les extincteurs : des points de contrôles hebdomadaires sont organisés.  Les 4 poteaux incendie font l'objet de contrôle de débit par le gestionnaire du réseau. L'exploitant dispose des résultats de ces contrôles. Le dernier de ces contrôles date du 20 mai 2021 et chaque poteau dispose d'au moins un débit de 120 m3/h sous 5 bars.  Le système d'extinction automatique fait l'objet d'un contrôle annuel par CLF SATREM. Le rapport de sa dernière intervention de type d'entretien "annuel complet" date du 5 juillet 2021 et conclut qu' "au terme de la présente opération d'entretien, l'installation a été transmise au client en ordre de marche". L'exploitant indique qu'en plus de ce contrôle par un prestataire externe, il fait réaliser en interne des tests hebdomadaires du système d'alarme selon son protocole MASI-002 et des contrôles trimestriels du déclenchement de l'alarme sprinkler au point de purge des différents circuits sprinklers (selon la gamme de maintenance MSITE 3042). Concernant le système d'extinction automatique, il précise que FCI a mis en place en 2022 un plan d'actions avec notamment l'ajout de nouvelles têtes de sprinklage.  La centrale incendie présente sur le site fait l'objet d'une vérification par POLY SECURITE du système "intrusion à boucles" mis en place. La dernière vérification date du 25/05/2021.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20-III alinéa 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Confinement des eaux incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, sont collectées grâce à un bassin de confinement ou un autre dispositif équivalent. L'exploitant justifie dans son dossier d'enregistrement le dimensionnement dudit bassin.</p> <p><b>Constats :</b> L'atelier de traitement de surface a été conçu de telle sorte qu'en cas d'incendie, les eaux d'extinction de l'incendie se dirigent par gravité au final au niveau de la station de traitement et de la cour anglaise, qui font office de bassin de confinement (sans mise en place de moyens humains pour que cette zone fasse rétention). Le volume disponible de la cour anglaise est de 1754 m<sup>3</sup> (information issue du dossier de porter à connaissance de 2013 pour la création d'un bâtiment permettant le transfert du stockage de produits chimiques).</p> <p>Pour le nouveau bâtiment de stockage ayant fait l'objet du poter à connaissance de 2013, le volume à contenir en cas d'incendie selon le guide technique D9A était de 93 m<sup>3</sup>, et le dossier justifiait que la cour anglaise (par débordement des cuves R7 et R8 ainsi que de leurs rétentions respectives) générerait un volume disponible très largement suffisant.</p> <p>L'arrêté préfectoral de 1986 ne précise pas le volume de confinement nécessaire pour ce site.</p> <p><b>Afin de garantir la suffisance de son volume, l'exploitant doit, sous deux mois, comparer le volume de cette zone faisant office de bassin de confinement des eaux en cas d'incendie au volume calculé sur la base du document technique D9A (qui tient compte en particulier du besoin extérieur pour la lutte contre l'incendie, du besoin de lutte intérieure pour le sprinklage, du volume des produits liquides présents, des eaux pluviales). De plus, l'exploitant précisera si cette zone peut également être utilisée en cas d'incendie d'un autre atelier du bâtiment (atelier de stockage, local d'assemblage, local d'injection).</b></p> <p>Il est bien noté que cette zone de confinement sert également en cas d'incendie de la zone de stockage des produits chimiques (mixrooms). Pour cette partie du site, le confinement des eaux d'incendie s'appuie en premier lieu sur les réseaux double enveloppe et la dilution des produits dans les cuves spécifiques dédiées R7 (de 8 m<sup>3</sup> pour les bases de la mixroom 3) et R8 (2 cuves B6 et B7 de 5 m<sup>3</sup> chacune pour les acides de la mixroom 2 et les divers de la mixroom 1), puis lors du débordement de ces cuves :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- en cas de l'actionnement automatique ou manuelle de pompes, par transfert vers les RS1 et RS2 (deux cuves de 20 m<sup>3</sup> chacune disponible en secours au sein de la cour anglaise),</li> <li>- en cas de dysfonctionnement des pompes ou de coupure d'énergie (ou par la suite du débordement de RS1et RS2), par transfert par gravité vers la cour anglaise.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 15 : Etat des stocks des produits dangereux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 8 alinéas 1 et 2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Connaissance des produits
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances ou mélanges dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. Il prend les dispositions nécessaires pour respecter les préconisations desdites fiches (compatibilité des produits, stockage, emploi, lutte contre l'incendie). L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des substances ou mélanges dangereux détenus. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours. La présence dans l'installation de substances ou mélanges dangereux est limitée aux nécessités de l'exploitation.
<b>Constats :</b> L'exploitant dispose d'un inventaire des produits chimiques présents sur le site.  L'exploitant indique que les FDS des produits et substances présentes sur le site sont disponibles à l'entrée du site et de façon dématérialisée sur le réseau informatique de la société accessible également depuis l'extérieur du site.  Au terme de l'inspection il a été demandé à l'exploitant de transmettre les FDS de produits choisis au hasard lors de la visite de terrain : HYPOCHLORITE DE SOUDE 47/50 - Extrait de javel; ALCALI 20% et PRELIK 1760. Les FDS de ces trois produits ont été transmises par l'exploitant à l'inspection par courriel.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet